

**Union européenne - PAC- Réponse
de Mme Nathalie Loiseau, ministre
chargée des affaires européennes, à
une question d'actualité au Sénat**

(Paris, 07 juin 2018)

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les Sénateurs,

Madame la Sénatrice,

Vous l'avez dit, la proposition de budget présentée par la Commission n'est qu'un projet. Elle prend en compte des nouvelles priorités nécessaires pour le budget de l'Union européenne, qu'il s'agisse des questions de sécurité, de défense, de gestion des migrations. Cette partie-là du budget, nous la soutenons.

En matière agricole, la proposition pour la PAC n'est pas acceptable et nous l'avons dit dès le premier jour, dès le 2 mai, Stéphane Travert et moi-même à la Commission, y compris au commissaire Oettinger qui connaît parfaitement bien notre position, comme à l'ensemble de nos partenaires. Cette proposition n'est pas acceptable parce les baisses drastiques de crédits qu'elle impliquerait auraient un impact direct sur la viabilité de nombreuses exploitations agricoles. Pour nous, il ne fait aucun doute que la politique agricole commune est au coeur des enjeux stratégiques de l'Union européenne parce que c'est un élément de notre souveraineté et de notre sécurité alimentaire. C'est aussi un élément de notre compétitivité et la PAC permet d'accompagner l'agriculture dans le défi de l'environnement et du changement climatique.

Que le commissaire Oettinger, jusque sur les bancs de la représentation nationale ait pu semer le doute, je ne peux que le regretter ; ce n'est sans doute pas la seule parole récente du commissaire Oettinger que j'ai eu à déplorer. Il a en effet mélangé la position qui est la nôtre sur la PAC -et qui ne pourrait pas être plus claire que ce que j'ai déjà énoncé-, et le fait que nous avons demandé pour le budget 2018 que sur toutes les politiques, on garde une réserve de précaution pour faire face aux crises. C'est simplement de la bonne gestion budgétaire.

Comment faire pour augmenter le budget et préserver la PAC ? Nous avons dit que nous étions favorables à un budget en expansion s'il s'agit d'un budget en modernisation. Moderniser la PAC oui, la sacrifier non./.